



@ AVSF - Frédéric Apollin

Des communautés indigènes en **résistance** face à l'avancée des **entreprises de palmier à huile**

Chisec et Raxruhá, Alta Verapaz, Guatemala

Benoît Maria
Janvier 2010



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. DU COTE DES POLITIQUES PUBLIQUES	3
1.1. Des politiques au service du capital.....	3
1.2. L'histoire foncière des populations indigènes	4
1.3. Chronologie de l'arrivée des palmiers à huile sur Chisec et Raxruhá	6
1.4. Des autorités locales sans pouvoir sur les politiques de développement local et des réflexions hésitantes.....	7
1.5. Les palmiers sont déjà là quand on s'en rend compte	8
1.6. Les entreprises offrent des opportunités, puis divisent et règnent	9
1.7. Des communautés indigènes et paysannes s'organisent pour défendre leur territoire et vivre dignement.....	9
2. UNE AVANCEE INEXORABLE DES PALMIERS, MAIS PAS DEFINITIVE	13

Introduction

L'histoire du Guatemala est ponctuée de luttes de pouvoir, d'exploitation, voire de pillage, de ses ressources naturelles. Les populations paysannes et indigènes ont toujours été les premières à en subir les conséquences (assassinats, disparitions, déplacements forcés, exploitation du travail). Alors que ces populations tentent depuis la signature des Accords de paix de décembre 1996 de recréer les conditions pour assurer leur survie en milieu rural, de nouvelles menaces viennent peser sur leur système communautaire et leurs droits collectifs qu'ils se battent pour récupérer. Le Guatemala n'échappe en effet pas à l'expansion des agro-carburants qui, sous couvert de crise énergétique, se répandent depuis plusieurs années dans tout le pays au détriment des cultures vivrières et des droits collectifs des Communautés Indigènes sur la terre. Dans ce contexte, des ONG locales comme SANK luttent auprès des populations indigènes contre l'accaparement des terres par des grosses entreprises d'agro-exportation à travers des stratégies de revalorisation de l'identité paysanne et indigène, de reconnaissance juridique des droits collectifs à la terre et de développement d'une agriculture diversifiée et de l'économie paysanne locale.

Rédigé par AVSF et son partenaire SANK, ce texte est l'une des études de cas produites sur les « agricultures familiales et sociétés civiles face aux investissements massifs », dans le cadre des travaux réalisés par la Commission Agricultures et Alimentation (C2A) de Coordination Sud, collectif des associations françaises de solidarité internationale.

1. Du côté des politiques publiques

1.1. Des politiques au service du capital

En 1954, après 9 ans de fonctionnement démocratique, le Guatemala subit un coup d'Etat financé par la CIA pour défendre les intérêts américains, et en particulier les investissements de la Compagnie *United Fruit* (multinationale de la banane, connue sous le nom de *Chiquita* aujourd'hui). Depuis lors, au Guatemala, le modèle économique repose essentiellement sur des logiques de marché, cherchant à maximiser les profits des entreprises et l'accumulation capitaliste. En 2005, l'Amérique Centrale signe un Traité de Libre Echange (TLC) avec les Etats-Unis. Ensuite d'autres traités commerciaux sont signés entre le Guatemala et des pays d'Amérique du Sud et d'Asie. Actuellement c'est l'Union Européenne qui négocie un Accord d'Association (AA) avec l'Amérique Centrale. Plusieurs programmes gouvernementaux (*Invest in Guatemala*) ou mixtes (*Association corporative d'exportateurs*) sont également conçus pour stimuler les investissements étrangers.

Les politiques agricoles furent les précurseurs de ce modèle d'accumulation capitaliste et d'articulation aux marchés mondiaux. Au XIXème siècle, cela se fit au travers de l'installation de grandes exploitations (*fincas* et *haciendas*) de café, la plupart aux mains d'immigrés allemands. Au XXème se sont constituées les grandes exploitations de banane, canne à sucre, coton, hévéa, bovins et fleurs, et finalement plus récemment de palmier à huile, canne à sucre et jatropha. Les années passent mais le modèle impulsé est toujours identique, des entreprises accaparant les terres, travaillant en monocultures, tournées vers l'exportation et exploitant les familles paysannes comme

main d'œuvre bon marché. Ce modèle de développement s'impose au Guatemala, avec comme résultat : 2,6 % des exploitations possèdent 64,5% des terres.

Les municipes de Chisec y Raxruhá se situent dans une zone de frontière agricole récente (la colonisation de ces terres date des trente dernières années), dénommée la *Franja Transversal del Norte* (FTN). Cette zone est restée longtemps très difficile d'accès, et se situait notamment au cœur de la guerre civile qui a ravagé le Guatemala. La signature des Accord de Paix en décembre 1996 annonce de nouvelles possibilités. De grandes politiques publiques de développement des infrastructures se mettent en marche. Le réseau routier se développe, les premières routes goudronnées sont inaugurées quand les nouvelles industries parviennent à produire leurs premières huiles (premières productions après des années d'investissements). De même de grands projets énergétiques se mettent en place dans la FTN, construction de barrages hydroélectriques et interconnexion de tous les réseaux d'électricité, opérations intéressantes aussi bien les investisseurs que les industriels qui ont, soit besoin d'énergie bon marché ou au contraire, de réseaux accessibles pour vendre de l'énergie à l'Etat (des lois viennent d'être votées pour stimuler la production d'énergie par le secteur privé).

Les alliances entre l'Etat et les élites foncières et industrielles permettent la mise en place de politiques sectorielles au service de ces dernières. Ainsi, les programmes gouvernementaux actuels ProRural et PinPalma viennent débloquent la situation des entreprises qui ont de plus en plus de mal à accaparer des terres face à la réticence des propriétaires à vendre. Ces programmes offrent des crédits et des subventions pour la plantation de palmiers à huile, prenant ainsi en charge l'expansion de cette culture, avec tous les risques que cela implique (recouvrement futur de crédits étatiques). Les industriels vendent à l'Etat les plants qui sont remis à crédit aux paysans et ils sont les acheteurs de la production. De plus, les fertilisants et pesticides remis également à crédit pour établir ces plantations de palmiers sont issus des mêmes grands complexes agroindustriels.

1.2. L'histoire foncière des populations indigènes

Il y a 50 ans, cette zone de la FTN était considérée comme terre vierge. La première grande incursion fut l'ouverture d'une piste pour extraire du pétrole dans les années 1970 par l'intermédiaire d'un oléoduc. A cette époque de grandes parcelles furent remises individuellement par l'Etat à des *ladinos* (métisses) venus de la partie orientale du pays pour développer l'élevage bovin tout au long de la piste. En revanche, les indigènes q'eqchi' beaucoup plus nombreux, pour avoir accès à des terres, se regroupaient en communautés pour occuper des terres vierges (*baldios*) ou de la Nation (*fincas nacionales*). Il s'agissait en général de terres plus escarpées et retirées où les familles indiennes commençaient à établir leur agriculture de *milpa* (système de production indigène de maïs, haricots, courges et autres herbes comestibles, le tout en association). La politique de colonisation de la FTN permettait à l'Etat de s'acquitter de deux missions à la fois, mettre en valeur un nouveau territoire riche en ressources naturelles et trouver une soupape de sécurité pour l'abondante population indigène des hautes terres de l'Alta Verapaz coincée entre les *fincas* de café ou bien pris au piège en leur sein depuis des générations comme ouvriers agricoles, parfois comparés à des serfs des temps modernes (*mozos colonos*).

Une nouvelle politique de colonisation de ces terres a eu lieu dans les années 1980 encadrée cette fois-ci par l'armée, comme une politique contre-insurrectionnelle de récupération du territoire après les années les plus noires de la guerre civile. Dans la FTN, après le conflit, seuls les *finqueros*¹ et les propriétaires ladinos ont pu faire reconnaître leurs droits de propriété antérieurs. Après les massacres, les dispersions et donc la dépossession de leurs terres, les communautés indigènes se sont retrouvées sous contrôle militaire. L'armée a alors redistribué les terres aux populations indigènes, sans distinguer déplacés internes et nouveaux arrivants des hautes terres et sans respecter leurs droits de possession antérieurs qui n'avaient jamais pu être enregistrés comme droits formels de propriété.

Les Accords de paix entre la guérilla et l'Etat ont bien sûr traité de la situation conflictuelle agraire, définissant des mécanismes d'accès à la terre pour les familles paysannes à travers une nouvelle institution le Fonds de Terres (FONTIERRAS). Après dix ans de fonctionnement les résultats sont peu concluants, les structures sont restées intactes par manque de volonté politique. Basés sur la création d'un marché actif des terres, ces mécanismes appuyés par la Banque Mondiale ont surtout permis à des *finqueros* de vendre leurs moins bonnes terres à des prix très élevés, terres payées par l'Etat et remis à crédit aux paysans. Dans la FTN, l'accès à la terre concerne surtout la régularisation des terres occupées par les communautés indigènes, ce à quoi s'est attaqué FONTIERRAS. Après des années de gestion infructueuse (plus de vingt ans pour les plus anciennes), nombreuses sont les communautés qui ont pu obtenir, depuis 2000, un titre de propriété comme Patrimoine Agraire Collectif. Il s'agit d'un statut provisoire qui permet d'accéder au processus suivant qui est le démembrement en parcelles individuelles, réalisé par des ingénieurs géomètres et des notaires aux frais des communautés.

Le modèle prôné est celui de la propriété privée individuelle. La politique de régularisation des droits de propriété prétend créer une société de petits *finqueros*. La propriété collective est stigmatisée comme un frein au développement. Les résultats de ces politiques sont l'augmentation des ventes individuelles de terres au détriment de dynamiques communautaires de gestion du territoire.

Les processus de colonisation n'ont pas permis l'établissement d'économies paysannes et familiales fortes. Les années d'ajustement structurel imposé par les politiques de libéralisation néolibérale, elles-mêmes imposées par les organismes économiques internationaux (FMI, Banque Mondiale) ont frappé de plein fouet ces processus dans les années 80-90. Sans assistance technique, fortement dépendantes des ventes de maïs et de cardamome (aux prix fluctuants à la baisse), originaires de terres froides (types de cultures différentes), avec un vécu d'ouvriers agricoles dans des systèmes de monoculture de café (difficulté à se transformer en paysan autonome), rêvant du modèle inaccessible pour eux de devenir *finqueros* ou éleveurs (*ganaderos*), sans capital pour investir, tant de conditions adverses pour ces familles paysannes auxquelles il faut rajouter l'absence de routes, de système de santé et d'éducation. Pris dans cette société de marché, les familles paysannes doivent générer des revenus et cela les oblige non seulement à vendre leur force de travail, mais également à vendre leurs propres terres aux grandes plantations de palmiers à huile, de nouveau grandes bénéficiaires de la situation.

¹ Détenteurs de grandes propriétés dédiées à l'élevage.

1.3. Chronologie de l'arrivée des palmiers à huile sur Chisec et Raxruhá

Les premières plantations de *palma africana* sont apparues sur la côte Pacifique du Guatemala au début des années 1980. Elles vinrent se substituer aux plantations de coton, dont les prix avaient chuté lourdement. Durant de longues années, elles permirent de produire des huiles comestibles et industrielles pour les besoins du pays, et ainsi déplacer les importations d'huile de soja et de tournesol. Mais depuis une dizaine d'années, la perspective d'importants marchés pour la production d'agro-carburant (surtout pour l'exportation vers des pays développés) a provoqué l'élargissement géographique des plantations, aux départements d'Izabal, du Petén et maintenant d'Alta Verapaz et du Quiché. Quatre groupes familiaux contrôlent l'essentiel de ce négoce au Guatemala, en association avec des capitaux étrangers (américains, mexicains et colombiens). Entre 2005 et 2008, les plantations de *palma africana* au Guatemala seraient passées de 20 mille hectares à 60 mille. Et on prévoit une augmentation à 100 mil hectares en 2010, puis 150 mil en 2017 selon la revue *El Observador* (n°14, septembre 2008).

Quatre grands groupes sont présents depuis peu sur Chisec et Raxruhá, dans les parties nord et ouest des municipes. Mais surtout ils sont déjà bien implantés dans les municipes voisins : la famille Molina sur Sayaxche (groupe HAME, les huiles Olmeca), la famille Beltranena également sur Sayaxche (Agrobosques et La Cachimba), la famille Maegli sur Fray Bartolomé de las Casas (PADESA, les huiles Capullo) et la famille Arriola Fuxet sur Ixcán (Palmas del Ixcán, Agrocaribe). Prenons l'exemple le plus ancien, celui du groupe HAME SA d'Hugo Alberto Molina Espinoza, considéré comme les plus gros propriétaires terriens du Guatemala. Il est difficile de savoir quand ce groupe a véritablement commencé à acheter des terres sur la partie sud du municipe de Sayaxche. Il plante ses premiers palmiers en 2002, les défrichements et plantations sont réalisés par une importante main d'œuvre indigène, qui retourne dans ses foyers tous les soirs car il n'y a pas encore de possibilité de dormir, ni de manger sur place (des camions organisent le transport, jusqu'à deux à trois heures de voyage, matin et soir). Puis petit à petit, le groupe HAME construit ses propres infrastructures pour pouvoir recevoir des équipes de travail (*cuadrillas*). Il réalise sa première récolte en 2006. Pendant toutes ces années, il achète des terres grâce à des intermédiaires (*coyotes*) locaux très bien rémunérés pour chaque parcelle obtenue (1500 dollars de marge). En 2007 ou 08, l'usine d'extraction d'huile de palme commence à fonctionner et les premiers camions citernes circulent. Il semble que ce sont des agronomes colombiens qui supervisent l'ensemble des activités, à l'aide de jeunes agronomes guatémaltèques. Depuis deux ans ce groupe s'est également installé sur Chisec en rachetant des petites *fincas* entre les communautés de Xuctul et la Caoba.

Palmas del Ixcán SA de la famille Arriola est le groupe le plus visible sur Chisec. Il est sur le point de commencer à construire son usine d'extraction d'huile dans une *fincas* achetée à un homme politique départemental en bordure de la communauté San Miguel, endroit par lequel passera d'ici deux ans la toute nouvelle route goudronnée de la FTN. Ce groupe a commencé à semer dans cette *fincas* en 2008, mais il possède déjà de grandes plantations de deux à trois ans d'âge, situées juste de l'autre côté de la rivière Chixoy dans le municipe voisin d'Ixcán (il devrait installer un bac sur cette rivière), sur des parcelles de terre achetées à des paysans q'eqchi'. Le principal actionnaire de ce groupe *Palmas del Ixcán* est l'entreprise américaine d'agro-combustibles Green Fuels Earth du Texas²

² L'ambassadeur des Etats Unis au Guatemala a même participé à des activités de promotion de l'entreprise en Ixcán, semant des palmiers, en présence de la télévision, avec le gérant de l'entreprise affirmant qu'il s'agit de plantations écologiques.

Le groupe *Palmas del Ixcán* projette de semer 25 mille hectares de palmiers d'ici 2012. Il établit également des contrats avec des *finqueros* locaux pour qu'ils plantent des palmiers. Et maintenant le programme PRORURAL de l'Etat donne des crédits et des subventions à une organisation de producteurs de maïs sur les bords de la rivière Chixoy (ADINQ) pour qu'ils plantent eux aussi des palmiers. L'entreprise *Palmas de Ixcán* s'engage à acheter les futures récoltes à la valeur du marché. Sur la partie est de Raxruhá, deux immenses *fincas* ont commencé à planter des palmiers pour vendre leurs productions à PADESA de la famille Maegli : la *finca el Canaleño* de la famille Torrebiarte, une des plus influentes du pays (leader du patronat guatémaltèque CACIF, la banque Industrial, la cimenterie Progreso et de nombreuses industries et commerces) et la *finca Sebol* de Ottoniel Turcios, décrit comme le plus gros narcotrafiquant de la zone selon la presse nationale.

1.4. Des autorités locales sans pouvoir sur les politiques de développement local et des réflexions hésitantes

Ces dernières années, les acteurs politiques locaux (maires, députés et gouverneur) ont toujours été du parti politique au pouvoir, notamment parce que les élections de tous les échelons politiques sont simultanées. Ils ont donc tendance à s'aligner sur les politiques gouvernementales, qui comme ont l'a vu précédemment ont de fortes collusions avec les intérêts des agro-industriels. Face à l'absence des services sociaux de base, résultats d'années d'oubli et d'abandon de ces zones par l'Etat, les collectivités locales, c'est-à-dire les maires et leurs corporations municipales, focalisent leurs actions dans des projets d'infrastructures indispensables et prioritaires tel que la construction de pistes d'accès, d'écoles, de centres de santé, de systèmes d'eau potable, etc. Les politiques de décentralisation sont récentes et encore balbutiantes et les fonds transférés insuffisants face aux besoins de plus de 200 communautés dispersées pour une population totale estimée à 100,000 personnes sur les municipes de Chisec et Raxruhá.

Des plans de développement municipal ont été élaborés, se traduisant en multiples diagnostics, rapports et stratégies. Mais ces plans restent très axés sur les besoins en infrastructures de base, l'analyse sur les politiques sectorielles est faible et sans véritables pistes d'orientation. Comme elles le font avec l'Etat central, les entreprises pétrolières et agro-industrielles (palmiers à huile) présentes sur Chisec et Raxruhá, négocient directement avec les autorités locales des activités qu'elles définissent comme faisant partie de leur responsabilité sociale (sic). Cela se traduit essentiellement par la construction de pistes avec leurs propres machines, des financements à des activités culturelles diverses, etc. Elles doivent également payer quelques impôts locaux, mais cela manque de transparence.

L'installation de ces agro-industriels est en effet considérée par les autorités locales comme les nationales comme une opportunité, notamment en matière d'emplois plutôt que comme une menace. L'image vendue à la société et relayée par tous les grands médias est positive, d'ailleurs aussi bien les présidents *Lula* du Brésil que *Uribe* de Colombie veulent faire des alliances avec des entrepreneurs locaux et développer la production d'huile de palme pour les agro-combustibles. Le palmier, comme le café puis la canne à sucre par le passé, est considéré comme un facteur de développement fantastique, surtout grâce aux futurs débouchés des agro-combustibles.

L'analyse des effets des politiques d'appui au secteur café n'est toujours pas terminée. Richesse de quelques-uns et malheur du plus grand nombre, le café reste pourtant source d'orgueil au Guatemala. La population indigène a payé un lourd tribut à cette culture. Les meilleures terres sont

toujours utilisées pour cette production d'exportation, et concentrées dans les mains de quelques grands propriétaires. Producteur des meilleurs cafés du monde, parmi les plus gros exportateurs de cet arôme, et pourtant le Guatemala souffre de famines (un état de calamité vient d'être décrété en septembre 2009 notamment dû aux conséquences de la sécheresse). Dans ces nouvelles terres récemment exploitées, l'histoire se répète, les terres qui produisaient le maïs et les haricots, les principaux grains de base du pays, sont récupérées aujourd'hui pour planter des palmiers, production destinée de nouveau à l'exportation.

La bataille de l'image reste à faire pour convaincre les autorités. Sur Chisec, elle a commencé pour les organisations mobilisées par des études chiffrées d'autres régions similaires (la région du Polochic par l'organisation IDEAR-CONGCOOP) qui ont été présentées aux autorités. Ceux-ci sont désormais effrayés des conséquences prévisibles sur les prix du maïs (futurs révoltes de la faim) et sur l'augmentation de la pauvreté et de la violence. Mais de là à pouvoir agir, il y a encore un grand pas. L'autre modèle, celui de l'agriculture paysanne, souffre également d'un déficit d'image, en étant systématiquement associé à une pauvreté inexorable. Le gouvernement ne promeut pas de politiques d'appui aux agricultures paysannes, car il les juge comme des vestiges du passé.

1.5. Les palmiers sont déjà là quand on s'en rend compte ...

AVSF (présent sur la zone depuis 2002), son partenaire SANK (ONG indigène) et les Communautés Indigènes, se sont trouvés brusquement, en 2006, confrontés à l'avancée des plantations de palmiers. Les palmiers se font visibles, les informations liées aux ventes en cascade de terres se multiplient et des paysans des communautés se font embaucher durant un ou plusieurs mois dans des *fincas* de palmiers dans les départements voisins de Petén et Izabal depuis déjà quelques années. Le phénomène d'expansion des palmiers à huile a commencé il y a une vingtaine d'années conquérant de nouvelles zones au rythme de la construction des routes qui désenclavent de nouveaux territoires pour en tirer des profits. Aujourd'hui c'est au tour de la FTN.

SANK est une organisation locale créée par des jeunes indigènes q'eqchi'. Elle apparaît en réaction à l'arrivée de la route goudronnée en 2002, comme une réponse à un sentiment de perte de contrôle de leur territoire, qui subitement devient un territoire convoité pour ses terres productives et ses ressources naturelles (rivières, forêts, grottes, pétrole, etc.). La route ne permet pas seulement de gagner du temps, en réduisant les 8 heures de trajet antérieurement nécessaires pour rejoindre le chef-lieu du département Cobán à seulement une heure dorénavant, mais surtout de mettre en relation deux mondes (le global et le local) qui ne se connaissaient pas. SANK a d'abord travaillé sur la gestion des ressources naturelles pour défendre les aires boisées et touristiques du municpe, puis s'est confrontée à l'administration communautaire des terres pour chercher à freiner l'avancée de l'élevage intensif (vente de terres à de grands éleveurs). Et donc en 2006, en voulant connaître les résultats de l'obtention de titres individuels de propriété dans des communautés q'eqchi' du département du Petén où ce travail de démembrement date de plusieurs années (alors que sur Chisec il ne faisait que commencer), SANK découvre l'accaparement des terres du municpe de Sayaxche, municpe voisin au nord de Chisec, par l'entreprise agro-industrielle de *palma africana* HAME. Des communautés ont totalement disparu, ayant été forcées à vendre la totalité de leurs parcelles, d'autres communautés sont atteintes à plus de 50% et d'autres se retrouvent encerclées.

1.6. Les entreprises offrent des opportunités, puis divisent et règnent

Comme expliqué précédemment, ces entreprises sont considérées comme des opportunités d'emplois, facteur intéressant en ces temps difficiles pour les agricultures paysannes. Ces entreprises se sont au départ présentées comme des compagnies, les populations locales les assimilant compagnies pétrolières, seules entreprises présentes dans la zone depuis les années 1970. De nombreux jeunes travaillent donc actuellement dans ces entreprises, provoquant un manque de main d'œuvre pour récolter la cardamome dans les villages. La quantité de travail requis pour obtenir le salaire journalier n'est pas très exigeante. Ces nouvelles entreprises proposent une rémunération supérieure aux salaires quotidiens pratiqués dans la région, s'assurant un accueil favorable de la population. L'expérience d'autres zones montre que ces débuts prometteurs laissent place à des licenciements et une augmentation des cadences, une fois l'entreprise bien implantée sur le territoire. Des divisions apparaissent donc au sein des communautés entre ceux qui en vivent (en particulier les jeunes en recherche d'argent) et d'autres (en particulier des chefs de familles plus âgés, même si ce n'est pas aussi dichotomique) qui commencent à réagir, en voyant un encerclement préoccupant et un retour progressif à l'asservissement (redevenir des *mozos colonos* comme au temps des *fincas* de café).

1.7. Des communautés indigènes et paysannes s'organisent pour défendre leur territoire et vivre dignement

Sur Chisec et Raxruhá, l'organisation locale SANK fut la première à réagir à la perte de terres. En 2003, travaillant à la mise en place de plans communautaires de gestion des ressources environnementales dans 20 communautés situées dans le prolongement de l'aire protégée du Parc National de la Lagune de Lachuá (du municpe voisin de Cobán), SANK se trouve confrontée au problème de la terre. Avant d'envisager la préservation des ressources naturelles, les communautés veulent obtenir les titres de propriété des terres qu'elles occupent, une lutte qu'elles mènent sans succès depuis plus de 20 ans. Cet objectif sera atteint en 2004 grâce aux pressions exercées sur l'Etat qui accepte d'envoyer une équipe mobile du FONTIERRAS qui se charge de régulariser la propriété des communautés en remettant des titres de Patrimoine Agraire Collectif. Mais aussitôt surgit un doute au regard de communautés voisines régularisées dans les années 1980 dans le cadre de la politique contre-insurrectionnelle, et dans lesquelles se sont installés de grands éleveurs par l'achat de parcelles à des paysans en besoin d'argent. Des leaders s'organisent et demandent à SANK de les aider à prévenir de telles évolutions dans leurs communautés. En 2004, à partir d'une réflexion faite d'allers-retours entre l'espace de discussion qu'ils créent (qui prendra avec le temps le nom de *Tzuultaq'a*), et leurs communautés respectives, ils élaborent un règlement communautaire d'administration des terres. Il s'agit de normes internes qui insistent sur le fait que ces terres furent conquises pour être cultivées et remises à leurs enfants, et ne peuvent donc être vendues afin d'éviter que la communauté ne se transforme progressivement en grande exploitation appartenant à un *finquero* ou *ganadero*.

La déferlante des palmiers à huile ne fera l'objet de l'attention du SANK qu'à partir de 2006 suite à une visite dans le département voisin du Petén où l'accaparement des terres est déjà à l'œuvre. Mais elle s'accélère quand les plantations s'étendent rapidement en 2008 aussi bien sur Chisec que sur les municipes voisins, suite à l'augmentation au niveau mondial des prix des denrées et du pétrole. Cette conjoncture permettant l'afflux de capitaux étrangers se traduit en un achat massif de terres. Les prix offerts pour les parcelles augmentent et la pression pour vendre également.

A cette époque, SANK continue de chercher à sécuriser les droits fonciers des communautés. En effet, dans un pays où la propriété privée individuelle est mise au rang supérieur de la Constitution politique du pays, les normes communautaires ont semblé t-elles peu de valeur si un particulier veut détruire les acquis communautaires ou s'approprier des parcelles et fait appel au système de justice de l'Etat. La seule conscientisation des familles paysannes sur les effets néfastes des achats-ventes de terres n'est pas suffisante pour résister à des menaces insidieuses. La solution vient finalement de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux Peuples indigènes et tribaux, ratifiée par le Guatemala. Cet accord oblige les pays à respecter les droits des peuples indigènes sur leurs territoires et leurs formes d'administration foncière et juridique. A l'aide d'un avocat spécialisé, de longs mois seront nécessaires pour obtenir juridiquement la reconnaissance de l'Etat comme Communautés Indigènes, afin de pouvoir actionner les droits que reconnaît cet Accord international. En octobre 2008, 27 communautés représentées par leurs autorités traditionnelles indigènes (*Yuwa' Ch'ooch* ou chefs de terre) exigent et obtiennent des maires de Chisec et de Raxruhá leur reconnaissance comme sujet de droit collectif et donc leur inscription comme Communautés Indigènes, ce qui leur permet d'exister et d'agir juridiquement. Dans cette lutte pour leur reconnaissance, les arguments de l'arrivée des entreprises de palmiers à huile, qui viennent s'approprier les terres et détruire les communautés avec toutes les conséquences sociales, économiques et politiques que cela implique, tinrent une place importante.

Parallèlement, SANK et AVSF cherchaient de l'information au niveau national sur d'autres actions régionales ou nationales menées par des organisations paysannes. Cela permit de prendre connaissance de différentes études réalisées par des ONG tels qu'Action Aid, IDEAR/CONGCOOP, El Observador, la Fondation Guillermo Toriello et la Pastoral du Petén. Les demandes et dénonciations se limitent à réclamer l'intervention de l'Etat pour contribuer à arrêter les ventes de terres. Avec l'appui des trois premières ONG citées, une rencontre entre paysans des différentes zones touchées s'organise en août 2008 à Chisec, intitulée « *Expansion des monocultures de canne et de palme : causes, impacts et articulations d'alternatives depuis les territoires* ». Elle sera suivie de deux autres rencontres en 2009, dans le Polochic puis au Petén. Présent à ces rencontres, le Comité d'unité paysanne (CUC), mouvement paysan national, essaie de structurer et coordonner les différents acteurs paysans des régions touchées, sans succès jusqu'à présent. Mais au moins grâce à ces efforts, le thème commence très légèrement à apparaître dans leur revendication. En fait leur lutte étant centrée sur l'accès à la terre et le besoin d'une réforme agraire, le thème inverse de la perte des terres n'est pas prioritaire (il priorise également davantage le thème plus porteur des mines à ciel ouvert). Les médias continuent pourtant de vendre une image positive de ces investissements qui peuvent apporter croissance et emplois. En cette année 2009, quelques chroniqueurs de ces grands médias ont commencé à tirer la sonnette d'alarme sur les désastres sociaux et écologiques et les impacts sur la sécurité alimentaire nationale que provoquent ces grands projets de monocultures, en particulier la *palma africana*.

Par le contrôle du marché de la terre par une gestion collective et le blocage des ventes à des personnes externes, les populations indigènes s'organisent pour éviter une nouvelle spoliation de leurs terres. La trentaine de communautés indigènes les plus actives sont malheureusement celles déjà marginalisées lors de l'attribution des terres, situées dans les zones les plus montagneuses en bordure des zones plus planes et accessibles touchées par l'avancée de la palme. Mais la défense du territoire ne se limite pas à éviter les ventes, une autre action tout aussi importante est le renforcement des agricultures paysannes. Pour ne pas avoir l'envie de vendre, il faut vivre décemment de cette terre conquise. Cela implique de dépasser les modèles de cueillette et de monoculture, classiques en frontières agricoles et qui plus est colonisées par des paysans qui ont grandi comme ouvriers agricoles dans des *fincas* de café. Il faut arriver à sortir des systèmes traditionnels de maïs, haricots et cardamome. Depuis 2006, SANK a mis en place des rencontres

d'échanges d'expériences entre paysans pour trouver des solutions. Ce sont les femmes indigènes qui ont donné les premières pistes. Ce sont elles qui gèrent les petits coins de terre qui entourent les maisons (*lote*), sur lesquels elles produisent une grande diversité de cultures de manière intensive. Les parcelles qui se vendent sont presque toujours des terrains en friche, sur lesquels la cardamome ne pousse plus et le maïs doit attendre chaque fois plusieurs années pour que les sols se récupèrent. Aujourd'hui en 2009, il existe des familles paysannes qui ont plus de 2 hectares de semis diversifiés, pouvant associer dans la parcelle plus de 15 types de plantes, mélangeant des cultures à cycles courts et d'autres pérennes, avec des époques de récoltes différentes. Des stratégies paysannes très élaborées qui permettent de gagner largement plus que les 1600 euros que constitue le salaire minimum annuel au Guatemala. Les acheteurs de terre n'arrivent pas à négocier avec de tels paysans.

Le gros travail de SANK pour atteindre ses objectifs a d'abord porté sur l'estime de soi et la revalorisation de la condition paysanne. Les mots paysans et indigènes ont été revalorisés car ils étaient associés à la pauvreté, le mépris, l'archaïsme, la soumission, l'échec, etc. Des personnes ont repris confiance en soi, ont récupéré leur dignité et sont redevenues actrices de leur propre développement. Les concepts philosophiques de l'être indigène (qui nous sommes ? où va-t-on ? etc.) ont été travaillés pour les faire réapparaître, renaître et de ne pas continuer à les cacher par honte. L'identité paysanne est devenue un atout qui a permis aux paysannes et paysans qui participaient aux rencontres d'échanges d'aller négocier en 2008 avec les maires l'ouverture de leurs marchés un jour par semaine sur Chisec et Raxruhá. Sur ces marchés paysans, seuls peuvent se vendre des produits issus de sa propre parcelle. Se déroulant sur la place du municipale, en face de la mairie, ces marchés paysans sont un succès commercial et constituent une récupération symbolique du territoire par les anciens marginalisés. La revalorisation du travail paysan s'est également faite avec 6 petites organisations locales, dont la plupart des membres sont des familles paysannes, afin qu'elles orientent leurs programmes de crédit à leurs véritables membres en appui à des stratégies de diversification.

Deux autres actions cherchent à appuyer également la défense des territoires indigènes communautaires. SANK aide techniquement à l'aide de GPS et de programmes de cartographie à coucher sur le papier, la répartition des parcelles entre les familles des communautés. Il s'agit de l'élaboration de cadastres communautaires qui permettent aux familles paysannes de visualiser le territoire pour mieux le gérer. La propriété des terres est collective, mais la répartition des droits de possession est individuelle, par famille. Les paysans sont fermement opposés au collectivisme, chaque famille doit être sûre de ses droits de possession pour investir en travail et pouvoir les transmettre en héritage à ses enfants. De plus, élaborées collectivement et publiquement, les cartes sont un outil intéressant pour éviter la corruption (accaparement de terres) et arranger des conflits entre voisins (répartition de types de terres, etc.). Actuellement les démembrements sont effectués par des ingénieurs topographes externes qui souvent obligent les communautés à une redistribution des parcelles, en dessinant un damier de parcelles, représentant le modèle parfait, selon eux. Ceci confirme le mépris envers les indigènes et constitue une puissante stratégie de destruction des agricultures paysannes (et par conséquent des ventes). Les cadastres communautaires ressemblent à des mosaïques de parcelles bien différentes prenant en compte le relief, les sols, les besoins des familles, l'histoire, tout un système cherchant à être équitable (bien différent de la vision du damier des ingénieurs). Le cadastre est administré par les *Yuwa' Ch'ooch*, autorités au service de l'assemblée communautaire souveraine. L'assemblée délègue une mission à s'acquitter, en se basant sur les normes communautaires décidées par tous. L'autorité nommée ne reçoit pas un pouvoir, mais un mandat. Aujourd'hui grâce à la reconnaissance juridique des Communautés Indigènes, ces mêmes autorités commencent de nouveau à appliquer le système juridique indigène en cas de problèmes de vie en commun (défense de la cohésion communautaire).

Le dernier grand axe des activités de SANK est de rendre visible le travail des femmes, en appuyant une organisation locale qui fédère des groupes communautaires de femmes, l'association *Qana' Tzuultaq'a* (AQT). Triplement marginalisées pour leur condition de femmes qui s'ajoute à celles de paysannes et d'indigènes, les femmes ont pourtant un grand potentiel initial pour défendre les territoires indigènes et paysans. Evidemment un travail psychologique, de thérapie de groupe est nécessaire pour développer une estime et une confiance en soi pour pouvoir être des actrices de leurs propres changements et développement. Très actives dans tout ce qui a une relation avec l'agriculture (les échanges, la diversification, les semis et soins aux plantes, les marchés paysans), les femmes sont également très importantes pour bloquer les ventes et se défendre face aux entreprises. Elles savent qu'en cas de pertes des terres, elles sont condamnées à errer de nouveau avec leurs enfants et risquent de se retrouver asservies de nouveau dans une *finca*. Ce sont elles qui se sentent les plus révoltées au contact des enfants tristes de leurs voisins qui ont vendu leurs terres, des enfants qui risquent de basculer dans la mendicité ou la délinquance. L'organisation AQT revendique haut et fort la copropriété sur des parcelles afin de bloquer d'éventuelles tentations pécuniaires de leurs maris et a exigé et obtenu aussi bien de l'Etat (FONTIERRAS) que des *Yuwa' Ch'ooch* une remise des droits de possession séparée pour ne pas être de nouveau invisible au sein d'un titre unique au nom de la famille dans cette société encore très patriarcale.

Les familles paysannes, les Communautés Indigènes et les femmes d'AQT se sont mobilisées aussi bien en interne, face à leurs membres, que face aux autorités locales pour défendre leurs territoires d'une nouvelle spoliation qui est en cours. Face à cette société civile organisée et en ordre de combat, les maires de Chisec et de Raxruhá n'ont pu que se résoudre à accepter ces revendications et les appuyer. Des fonctionnaires de l'Etat sont également incités à faire de même, et pour l'instant ils suivent le mouvement et reconnaissent les arguments de cette société civile. Le dernier grand succès est l'Accord signé en juillet 2009 entre le Ministère de la culture et des sports (MICUDE) et deux Communautés Indigènes de Raxruhá pour l'administration du Parc national des grottes de *Xch'ool Tzuultaq'a* (connues sous le nom de grottes de Candelaria), situé sur leur territoire et déclaré antérieurement et sans leur consentement comme Patrimoine culturel et naturel de la Nation en 1999. Ces grottes représentent un grand intérêt économique au niveau touristique, aiguisant l'appétit d'entrepreneurs privés, qui ne reculent devant rien pour se les approprier, notamment en essayant de diviser les communautés. L'Accord est une reconnaissance de plus de la part de l'Etat et permet aux communautés de gérer légalement le tourisme de manière communautaire et surtout de respecter les pratiques indigènes autour de ce lieu, très important dans leur cosmovision.

Face à l'opinion publique de Chisec et Raxruhá, les mêmes acteurs et actrices précédemment cités interviennent chaque semaine lors des marchés paysans. Micros en mains, ils font passer leurs messages à partir des arguments et des actions concrètes qu'ils mènent sur le municipe. Des représentants des sociétés civiles et des maires de municipes voisins ont commencé à faire appel à des leaders de ce mouvement informel pour qu'ils aillent partager leurs expériences. Des ONG nationales viennent à Chisec avec leurs bénéficiaires pour connaître les expériences en cours. Pourtant de nombreuses questions restent en suspens et en débat entre ces acteurs. Dans un futur proche, il ne faudrait pas se limiter à défendre les terres mais penser à récupérer celles qui se sont perdues, qui furent spoliées. De même, les communautés sont-elles prêtes à faire face aux nouvelles stratégies des entreprises et de certains programmes gouvernementaux de faire planter les palmiers dans leurs propres parcelles par les paysans à l'aide d'argent offert ou à crédit. L'avenir dira si les territoires restent aux mains des familles indigènes ou bien retombent aux mains des *finqueros* et de leurs visions du développement.

2. Une avancée inexorable des palmiers, mais pas définitive

Sur les municipes de Chisec et Raxruhá, les investissements des agro-industriels de la *palma africana* sont en cours. Il est difficile d'en mesurer l'impact pour l'instant. Ils ont acheté de nombreuses terres, ils ont fait augmenter le prix des terres (expulsant par ce fait de ce marché de la terre tous les paysans et leurs enfants), ils offrent des emplois. Ils semblent suivre leurs plans d'expansion. Sont-ils freinés ? Et en cas de réponse positive, est-ce grâce aux réactions locales ou bien à cause de la crise mondiale qui les affecte tant au niveau des prix de vente des matières premières qui ne sont plus aussi attractifs qu'en 2008, que par la diminution des flux de capitaux ? Les stratégies d'expansion évoluent, mais ne sont pas abandonnées pas pour autant, en passant de l'achat de terres à des systèmes de contrats d'achats des récoltes et même de financement des plantations par l'intermédiaire de l'Etat. Est-ce à cause des réactions locales ou était-ce prévu comme une seconde phase de leurs projets d'expansion ?

La menace de destruction des agricultures paysannes est bien réelle. La lutte semble totalement déséquilibrée entre deux modèles de développement agricole, avec un Etat au double discours mais appuyant surtout les industriels. Le PIB du Guatemala (à la manière dont il est calculé) augmente certainement grâce à ces entreprises, mais pour la zone le bilan est largement moins favorable. Les ouvriers survivent, les besoins en main d'œuvre qualifiée sont faibles et couverts par des personnels extérieurs à la zone. La majorité des gains de ces entreprises quitte la zone, réalisant seulement des investissements en infrastructures. Tout cela est très différent des familles paysannes qui réinvestissent sur la zone et dans les études de leurs enfants. Les familles, qui ont vendu leurs terres aux entreprises, envahissent des zones de réserves (aires protégées) de l'Etat ou même celles des communautés voisines. L'avenir de la zone est incertain si les entreprises arrivent à leur dessein. SANK a dans ses plans de trouver des fonds pour créer une sorte de banque de terres pour acheter des parcelles en vente, pour les soustraire aux acheteurs externes et les mettre au service des agricultures paysannes. L'achat de certaines parcelles situées dans des endroits stratégiques permettrait de bloquer l'avancée de ces grandes entreprises. Mais voilà l'argent manque car il est difficile de faire financer des achats de terres.

Les investissements n'ont pas encore échoué, loin de là. Mais une partie des communautés et des habitants (encore minoritaires) ont réagi et ont pris des décisions fortes et radicales aussi bien au niveau de la régulation du foncier que du développement d'une nouvelle forme d'agriculture paysanne. Encore aujourd'hui, et certainement pour un certain temps, et malgré des discours politiques qui peuvent faire penser le contraire, l'avenir des agricultures paysannes et indigènes dans ces territoires dépend d'elles-mêmes pour se défendre et construire ses propres systèmes d'accès à la terre, à l'information, au crédit, à l'assistance technique, au marché, etc.

Les Communautés Indigènes, les familles paysannes et les femmes de AQT, accompagnées par SANK et AVSF, ont dans leurs normes communautaires la non vente de terres et dans leurs pratiques agricoles la diversification des productions et les marchés paysans. Tout cet échafaudage d'activités constitue des moyens de résistance, constitue des stratégies de mobilisation dans un contexte d'encerclement par les plantations de palmiers, mais également constitue des propositions réelles et mises en pratique concrètement pour se construire un autre futur, pour construire un territoire choisi par des communautés paysannes et indigènes. Sachant que toutes seules, même très bien organisées, ces familles et communautés auront du mal à résister, elles demandent la collaboration de chacun depuis ses maigres moyens comme eux le font actuellement. Et pour cela de suivre les conseils du Popol Vuh, comme les anciens et les *Yuwa' Ch'ooch* le font : s'asseoir, discuter et encore discuter et trouver des solutions pour défendre la vie en commun.

© VSF-CICDA - Agronomes et Vétérinaires sans frontières, Lyon - France, 2010



Association française de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, *Agronomes et Vétérinaires sans frontières* agit depuis plus de 30 ans avec les communautés paysannes des pays en développement pour résoudre la question alimentaire. L'association met à leur service les compétences de professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale : aide technique, financière, formation, accès aux

marchés... Reconnue d'utilité publique, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières mène plus de 70 programmes de coopération dans 20 pays d'Amérique Centrale et du Sud, d'Asie et d'Afrique, au côté des sociétés paysannes pour lesquelles l'activité agricole et d'élevage reste un élément fondamental de sécurisation alimentaire et de développement économique et social.

www.avsf.org



RURALTER est un programme d'*Agronomes et Vétérinaires sans frontières* qui appuie les initiatives de capitalisation d'expériences

et diffusion de méthodologies et de référentiels technico-économiques utiles aux acteurs du développement rural, qu'ils soient techniciens d'institutions et de collectivités territoriales ou dirigeants paysans. RURALTER diffuse ses productions sous le label éditorial du même nom.

www.ruralter.org